



Les OP congolaises et le CSA agissent de concert avec les Nations Unies... ... en faveur des agriculteurs familiaux congolais

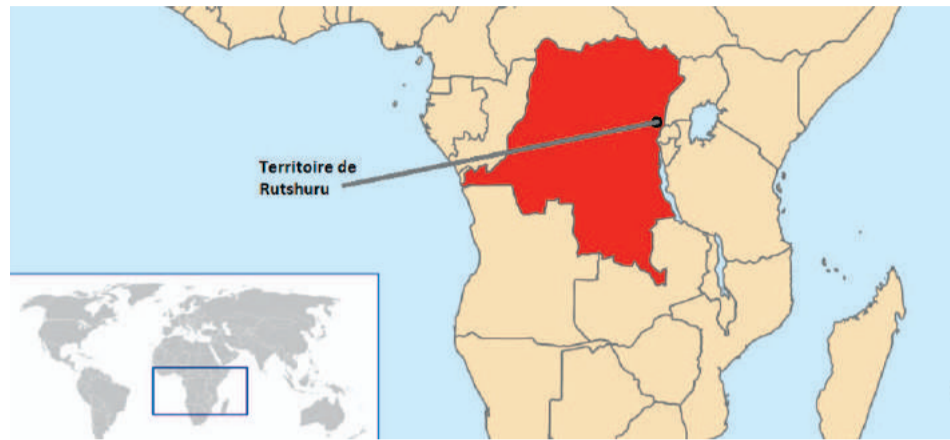
L'ONU en appui aux agriculteurs familiaux

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM), l'organisme d'aide alimentaire des Nations Unies (ONU), met actuellement en œuvre une initiative pilote, les « achats au service du progrès », destinée à aider les agriculteurs du Sud à accroître leur production et à leur offrir des débouchés à des prix rémunérateurs.

perspective de débouchés stables, ce qui les encourage à augmenter leur production et à en améliorer la qualité afin d'accroître leurs revenus.

L'initiative du PAM, lancée en 2013 pour une période de cinq ans dans 21 pays, utilise le double levier que sont les achats de produits alimentaires de base que le PAM doit distribuer et le renforcement technique des organisations paysannes (OP) pour améliorer leur accès au crédit, accroître leur production et vendre un produit de haute qualité. C'est dans ce contexte que le PAM a lancé un projet pilote dans le territoire de Rutshuru dans la province du Nord-Kivu à l'est de la République Démocratique du Congo (RDC).

L'idée est la suivante : plutôt que de se fournir sur le marché mondial avec un risque important de déstructuration des marchés locaux qui pénalise les producteurs agricoles des pays bénéficiant d'une aide alimentaire, le PAM achète les produits alimentaires directement dans ces pays en développement. Ceci constitue pour les petits exploitants une



Au Rutshuru, entre agriculture et insécurité

Avec une densité de population très élevée, majoritairement dépendante de l'agriculture (70 % de la population) et bien que des terres fertiles et des conditions agro-climatiques permettent de cultiver tout au long de l'année, le développement agricole dans le territoire de Rutshuru fait face à de nombreuses contraintes.

des problèmes récurrents d'insécurité.

L'impraticabilité des routes qui ne facilite pas l'accès aux terres arables et l'évacuation des produits agricoles, les conflits fonciers, la faible production agricole, l'accès difficile aux intrants de qualité et la capacité limitée de transformation et de stockage sont d'autres facteurs contribuant à un niveau relativement élevé de pauvreté et d'insécurité alimentaire pour les populations qui y vivent.

Malgré un processus de paix en cours, l'est du pays, où opèrent de nombreuses bandes armées et des rébellions, connaît

Du neuf avec du vieux ?

Bien qu'on parle d'« initiative pilote » au PAM, tous les aspects ne sont pas novateurs. Les achats « locaux » existent depuis 30 ans. Ils résultent d'importantes campagnes d'ONG européennes, dont le Collectif Stratégies Alimentaires (CSA), critiquant les effets dévastateurs pour les producteurs locaux d'opérations d'aide alimentaire basées sur l'écoulement des surplus agricoles des pays du Nord.

L'aspect novateur du projet PAM réside surtout dans l'implication des organisations paysannes (OP) dans l'encadrement des producteurs d'une région auxquels le PAM compte acheter les produits alimentaires.

Les agriculteurs des Grands Lacs, l'échange d'expériences au-delà des conflits

Les tensions existantes depuis plus de 20 ans dans cette région du monde ne sont un secret pour personne et en dépit de cela, des initiatives de collaboration heureuses et fructueuses voient le jour. Ainsi, une OP du Burundi et également partenaire du CSA, la CAPAD (Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le Développement), a effectué plusieurs missions dans le territoire de Rutshuru afin d'apporter son savoir et son expérience aux deux OP congolaises en matière de commercialisation, de contractualisation et de microfinance.

Le CSA appuie en outre différentes organisations paysannes dans les pays des Grands Lacs (Burundi, Congo RDC et Rwanda) et organise des échanges Sud-Sud entre ces OP qui sont extrêmement bien perçus par les populations locales. Les services que rendent ces OP à leurs membres se ressemblent en effet beaucoup et ils mesurent l'importance de partager leurs expériences et leurs difficultés avec d'autres agriculteurs autour d'un sujet universel et fédérateur qui les préoccupe chaque jour, l'agriculture et ce, en dehors des conflits qui secouent la région.

Les OP au cœur des interventions

Le Nord-Kivu se caractérise par l'existence d'un mouvement paysan structuré et dynamique, qui a une expérience dans le développement de filières agricoles et la facilitation de l'accès aux marchés nationaux et sous régionaux. Le volontarisme de ces organisations et de leurs membres dans un contexte plus que difficile engendre des résultats positifs en termes de développement agricole.

sations des Femmes Paysannes du Congo) et la COOCENKI (Coopérative Centrale du Nord Kivu), se sont vues confiées fin 2016, l'accompagnement de plus de 1.000 exploitations productrices de maïs, de riz, de soja et de haricot.

Cet encadrement concerne, avec l'appui du CSA et en collaboration avec le PAM, l'accompagnement technique de la production basé sur l'approche « Champ Ecole Paysan », un meilleur accès aux intrants agricoles, la transformation de produits agricoles (par la dotation de décortiqueuses et de moulins) et leur commercialisation, avec le suivi des prix, la contractualisation ainsi que la construction de hangars de stockage.

Fort de ce constat, le CSA a exercé un plaidoyer en 2015 auprès du Gouvernement belge, qui soutient l'initiative du PAM, ainsi qu'auprès des équipes « PAM » afin que les OP occupent une place centrale dans la mise en œuvre des activités. Ainsi, deux OP partenaires du CSA, la LOFEPACO (Ligue des Organi-

Quelles leçons et défis pour cette initiative du PAM ?

Sur le papier, l'initiative du PAM en faveur de petits producteurs ne peut être que saluée.

Dans les faits, il est encore trop tôt pour en tirer des conclusions. Toutefois, d'après les remontées du terrain, il semblerait que les communautés locales se soient engagées à participer massivement et les opérations de stockage qui ont suivi la première récolte encadrée par cette initiative rencontre un certain succès.

À suivre donc, toujours à la lumière de la lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté qui sévissent dans ces zones.

